

dans le discours du trône. Ce qui me préoccupe c'est qu'aujourd'hui la population indigène se voit plus frustrée que jamais auparavant à cause de l'espoir que le gouvernement actuel avait fait luire à ses yeux, espoir né en majeure partie du fait qu'on lui avait demandé de prendre part à la discussion sur la politique. On leur a donné l'assurance raisonnable que le gouvernement entendrait leurs instances. Devons-nous présumer que les questions affectant les autochtones ne seront pas traitées au cours de la présente session? J'estime que cette question pressante doit être étudiée. Je tiens à signaler cette omission flagrante. Le gouvernement doit sérieusement envisager d'adopter une ligne de conduite raisonnable, fondée sur les revendications des indigènes du Canada.

Une enquête très poussée a été conduite sur les prix des machines agricoles. La Commission Barber a étudié le prix des machines agricoles. Il me semble que cette Commission a coûté près d'un million et demi de dollars. Instituée en 1966, elle a fortement condamné les grandes sociétés aux nombreuses filiales qui exercent leur activité au niveau national et se livrent à des combines aux dépens des cultivateurs. La Commission a conclu que ces pratiques donnaient lieu à des majorations de prix discriminatoires. Si cela est vrai, des mesures auraient déjà dû être prises. Il est impérieux de réduire à néant cette imputation. Le cas devrait être soumis au comité permanent sur l'agriculture. Je crois que l'on devrait demander aux fabricants de machines agricoles de venir témoigner devant le comité afin de répondre aux accusations contenues dans le rapport.

• (8.10 p.m.)

De plus, à la lumière du rapport de la Commission de planification de l'agriculture, qui demandait aux agriculteurs de devenir plus efficaces et plus compétitifs, il me semble qu'il est temps d'agir. Le rapport de la Commission est tout entier axé sur l'efficacité. Je ne crois pas qu'il y ait un seul agriculteur au pays qui nierait le fait qu'il doit être efficace et compétitif pour accéder au potentiel de nos marchés d'exportation. Nous sommes à l'époque où l'agriculteur voit ses coûts de production augmenter chaque année sans contrôle possible. Je crois que tous les moyens doivent être pris pour qu'un tel contrôle puisse être établi. D'après le rapport de la Commission Barber, des améliorations peuvent être apportées dans ce domaine.

L'écart entre le revenu des produits de la ferme et les facteurs de production s'est encore accru l'an passé après la libération du dollar, ce qui a contribué à réduire davantage le prix des produits de ferme destinés à l'exportation. En effet, immédiatement après la libération du dollar, nous avons observé une baisse du prix du blé d'environ 6 p. 100. Le prix du bétail destiné à l'exportation s'est affaibli proportionnellement. Cette réduction était nécessaire afin de maintenir notre position concurrentielle sur ces marchés. Par conséquent, je puis seulement supposer que les prix des facteurs de production, et en particulier de ceux qui représentent un fort pourcentage du coût de production, soit les machines agricoles et les pièces de remplacement, auraient baissé parallèlement si le dollar canadien avait fait prime. Mais aucune réduction n'a encore eu lieu.

[M. Mazankowski.]

En fait, on nous dit que le prix des machines agricoles est en hausse. Le prix des pièces de remplacement n'a cessé de monter cette année et un grand nombre de fabricants de machines agricoles demandent des commandes dans tout le pays pour protéger leurs prix en prévision d'une nouvelle hausse de prix d'ici un an. Cela me paraît tout à fait curieux, parce que je me souviens bien qu'en 1962, après la dévaluation du dollar, une surcharge d'environ 7 ou 7½ p. 100 avait été imposée presque immédiatement pour tous les articles d'importation—par articles, j'entends en particulier les machines agricoles et les pièces de rechange—pour contrebalancer la disparité créée par la stabilisation du dollar. Aujourd'hui, c'est l'inverse mais il ne s'est rien produit pour la contrebalancer et il ne se produira probablement rien à moins qu'on n'exerce certaines pressions.

Quand j'ai interrogé le ministre à la Chambre cet après-midi, il m'a répondu que la Commission Barber étudiait la question. Nous pouvons tous constater les résultats qu'a obtenus jusqu'ici la Commission Barber. Elle travaille depuis 1966 et a fait de nombreuses recommandations, dont pourtant aucune ne s'est encore traduite par une mesure législative.

J'estime que le ministre de l'Agriculture (M. Olson) ou le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Basford) devrait prendre la chose en main, et cela immédiatement. Pour faire face à la concurrence sur les marchés internationaux, il nous faut diminuer nos prix à l'exportation par suite de la réévaluation du dollar et j'estime qu'il faudrait aussi ajouter une prime correspondant à la valeur de notre dollar lors de l'importation d'articles nécessaires à la production de denrées agricoles.

Dans le discours du trône, il est aussi fait état d'une meilleure situation des céréales, et je me réjouis de ce qu'on ait précisé céréales, et non pas blé. Je dis cela parce que bien des secteurs journalistiques ont l'impression que cette exportation de céréales accrue représente une augmentation de nos exportations de blé, ce qui n'est pas exact.

Le discours loue aussi le gouvernement d'avoir mené à bien le programme LIFT. Qu'on me permette de dire sans ambages qu'à mon avis le succès du programme LIFT est surtout attribuable aux phénomènes atmosphériques. Tous nous attendons impatiemment la mise en place du programme de l'année prochaine, étant donné surtout qu'on a eu beaucoup recours à la jachère d'été cette année dans l'Ouest du Canada. A la faveur du programme LIFT et du programme de réduction des emblavures, on a demandé cette année aux agriculteurs de ne pas augmenter la culture des grains de provende, en particulier de l'orge et des graines oléagineuses. Cependant, on dit que la demande d'orge est excellente à l'heure actuelle. En fait, d'après les chiffres de nos ventes, les exportations d'orge ont été excellentes.

On a même supposé que toutes les commandes d'orge ne pourraient être exécutées, ce qu'on aurait pu prévoir dès le printemps alors que les perspectives étaient prometteuses. Toutefois, cette information n'a pas été transmise aux producteurs et ils n'ont pu tirer parti de la forte demande d'orge.